



Dans ce numéro :

- Contre la droite dure et face à la « gauche molle », *L'Humain d'abord* ou... la lutte des classes ?
- La politique des États aggrave la crise, l'urgence d'une réponse politique du monde du travail

Contre la droite dure et face à « la gauche molle », *L'humain d'abord* ou... la lutte des classes ?

A l'occasion des manifestations du 11 octobre, les militants du Front de gauche vendaient largement leur programme *L'humain d'abord*, publié pour la Fête de l'Humanité. L'introduction annonce qu'« *il veut provoquer et nourrir le débat politique* », et on ne peut que souhaiter un tel débat, tant il est nécessaire entre militants et partis qui partagent la volonté de combattre la droite et l'extrême droite, de faire reculer la gauche libérale, d'apporter des réponses face à la crise et au recul social.

Cette semaine, suite à l'élection de Hollande à la primaire, J. L. Mélenchon a réaffirmé cette exigence d'un débat public, cette fois plus précisément en direction du candidat du PS, pour confronter les programmes : « *je vais tellement secouer Hollande qu'il va être obligé de bouger. ... Et plus il lâchera, plus il me renforcera. ... C'est ma stratégie de conquête du pouvoir et de l'hégémonie à gauche. Ensuite, on arrivera à l'épisode numéro trois : fait-on quelque chose ensemble ?* » a-t-il déclaré à *Médiapart* (interview du 17 octobre). La confrontation est certes nécessaire pour contester l'orientation libérale du PS, mais de là à envisager de lui imposer une autre politique et de faire quelque chose avec lui... bien des militants du Front de Gauche doivent penser comme nous que cela ne correspond pas vraiment au rapport de forces actuel, ni aux réalités politiques des différents protagonistes.

Nous ne croyons pas qu'il soit possible d'imposer à la gauche libérale d'autres choix que les siens, choix qui reflètent son enracinement dans les institutions, ses liens avec l'ordre établi, sa dépendance vis-à-vis des classes dominantes.

Le problème de celles et ceux qui veulent résister à l'offensive libérale est bien de construire une force politique indépendante du PS. Et le premier débat nécessaire n'est-il pas à mener entre ceux qui se reconnaissent du même camp social ? Ceux qui veulent défendre les intérêts des travailleurs, des classes populaires ont besoin effectivement d'échanger sur le programme, le contenu. De ce point de vue, la lecture de *L'humain d'abord* pose bien des questions, notamment sur les mesures immédiates qui sont proposées et sur les moyens de les appliquer. Et la première question urgente est bien quelle action mener pour combattre la finance, les agences de notations, faire face à la dette ?

Quelle politique face à la crise de l'endettement public ?

Le Front de Gauche explique que « *la dette de tous fait la rente de quelques uns* » (p. 33) et il propose, dans sa 7^{ème} partie sur l'Europe, « *le réaménagement négocié des dettes publiques, l'échelonnement des remboursements, la baisse des taux d'intérêts les concernant et leur annulation partielle. Nous exigeons des moratoires et des audits sous contrôle citoyen* » (p. 70). On voit bien des différences avec les autres partis de gouvernement, sur le rythme, sur un refus partiel, sur la volonté d'engager un rapport de forces face aux actionnaires... mais aussi un point commun, l'acceptation du remboursement.

Pourquoi le Front de Gauche n'ose-t-il pas affirmer, comme les anticapitalistes, que la dette est illégitime, qu'elle est le produit de décennies de politiques antisociales, et qu'un gouvernement soucieux de répondre aux besoins de la

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

population déciderait en urgence de ne pas la rembourser, pour consacrer les dizaines de milliards ainsi libérés chaque année à la satisfaction de ces besoins ? Il n'y a pas d'entre deux sur cette question, et l'évolution de la crise, semaine après semaine, le montre de plus en plus.

Alors, bien sûr, pour des « moratoires », des « audits », une « annulation partielle », s'il s'agissait de construire largement dans l'opinion l'idée que la dette est illégitime pour aller vers une annulation complète, ce serait très bien, mais cet objectif n'est jamais affirmé. Le programme va même à l'inverse, puisque le Front de Gauche reprend un raisonnement favorable à l'endettement comme moteur indispensable au capitalisme : « *le déficit public ... permet de remplir le carnet de commande des entreprises et de stimuler la création de richesses et d'emplois, bases des recettes fiscales* » (p. 33). Ce qui est incontestable dans le cadre de la logique de l'économie de marché mais qui est à l'origine même de la crise actuelle. Ce raisonnement d'un prétendu cercle vertueux où l'argent public fait tourner les entreprises privées qui en retour créent des emplois et payent des impôts qui alimentent les caisses publiques... est finalement bien respectueux du capitalisme : l'encadrer, le réguler, mais pour son bien, pour le sauver de lui-même, de ses excès. Un bon capitalisme opposé au « *capitalisme financier* » qui est visé... Sauf que cela est une impasse, il n'y a pas de retour en arrière possible si tant est que ce capitalisme ait jamais existé.

On retrouve exactement la même attitude par rapport aux banques, dans la partie 2, « *Reprendre le pouvoir aux banques et aux marchés financiers* » (p.29). Le titre est prometteur, mais le contenu beaucoup moins, puisqu'il s'agit uniquement d'un « *contrôle social des banques privées* » et de la création d'« *un pôle financier public par la mise en réseau des institutions financières publiques existantes, des banques et assurances mutualistes et la nationalisation de banques et de compagnies d'assurances* » (p. 34-35). On comprend donc qu'une partie de la finance resterait privée avec un contrôle accru, et que l'autre partie serait mise en réseau, sans pour autant être totalement nationalisée. La concurrence continuerait de régner, et avec elle, la logique du profit financier, de la rentabilité, qui poussent toutes ces institutions, qu'elles soient publiques, privées, à spéculer, à jouer avec la dette des Etats, etc.

Comment apporter des réponses à ces problèmes, si on ne part pas du fait que ce sont des intérêts irréconciliables qui opposent les capitalistes au reste de la population ? C'est bien parce que les intérêts des actionnaires privés sont surpuissants que le NPA avance l'objectif d'« *exproprier le secteur financier, socialiser le crédit au service des besoins sociaux* » (*Nos réponses à la crise*, adopté au Congrès du NPA de février 2011), sous contrôle des travailleurs.

Des mesures bien timides

Impossible ici d'aborder les neuf parties du programme, et notre but n'est pas de débusquer les points faibles mais de discuter de quelques mesures ou raisonnements qui structurent l'ensemble et sont au cœur du débat.

Par exemple, le programme populaire partagé affirme dans le paragraphe « *éradiquer la pauvreté* » (p. 16) : « *aucun revenu ne pourra être fixé sous le seuil de pauvreté (environ 800 euros par mois)* ». D'abord, remarquons que pour beaucoup d'organismes, ce seuil est à 950 euros et pas à 800. Certes, alors que plus de huit millions de personnes touchent moins, on pourrait voir cet objectif comme un progrès. Mais la vraie question est simple : peut-on vivre avec 800 euros par mois ? Est-ce un objectif digne d'un programme qui veut satisfaire les classes populaires ? La réponse est deux fois non.

Quand on définit des mesures sociales, il faut savoir si on part des besoins humains, ou d'un prétendu « réalisme » économique. Le NPA donne pour objectif un revenu minimum immédiat (smic et minima sociaux) à 1600 euros nets, le double, justement parce que la hausse des prix et des loyers rend impossible de vivre en-dessous de ce revenu. « *Irréaliste* », « *démagogique* »... ce sont en général les qualificatifs qu'on peut entendre, l'économie ne le permettrait pas. Là encore, nous revenons à une question de choix : rupture anticapitaliste ou pas ? Jusqu'où sommes-nous prêts à aller pour imposer une autre répartition des richesses ?

Ailleurs, à propos de la démocratie au sein des entreprises (6^{ème} partie sur la 6^{ème} république), le programme affirme : « *la constitution renforcera les pouvoirs du citoyen là où il travaille, en reconnaissant la citoyenneté d'entreprise [...] le pouvoir économique ne sera plus entre les mains des seuls actionnaires, les salariés et leurs représentants seront appelés à participer aux choix d'investissements des entreprises en tenant compte des priorités sociales, écologiques et économiques démocratiquement débattues* » (p. 62). On a l'impression qu'un consensus pourrait être trouvé sans tenir compte de la lutte des classes. Mais l'évidence même est que l'intérêt économique, social et écologique des actionnaires n'est pas du tout le même que celui des travailleurs. Et le débat démocratique n'y changerait rien. Combien de fois des patrons ont-ils imposés des reculs sociaux aux salariés en leur arrachant leur consentement lors d'un vote « démocratique », par le chantage à la fermeture de l'entreprise ?

On retrouve cette faiblesse sur la question des licenciements, « *nous instaurerons un droit de veto suspensif sur les licenciements et l'obligation d'examiner les contre-propositions présentées par les syndicats* » (p. 62). Et une fois la suspension terminée, une fois l'examen des contre-propositions fait... que se passe-t-il ? Pourquoi se limiter à l'interdiction des « *licenciements boursiers* » (p. 18) (qu'est-ce que cela signifie réellement ?) et ne pas affirmer clairement l'interdiction des licenciements comme le fait le NPA, et l'extrême gauche depuis 1995 ? Qu'est-ce qui gêne dans cette revendication ? Son absence de réalisme... ou un choix qui s'adapte aux rapports de classes actuels en affirmant qu'entre le droit du patron et celui du salarié, c'est le second qui doit primer ? Il s'agit bien de garantir un emploi à toutes et tous en imposant la répartition du

travail existant et la réduction du temps de travail. Soit ce sont les intérêts du capital qui dirigent, soit ce sont ceux des travailleurs, il faut en tirer les conséquences pour construire des perspectives encourageant les luttes et les mobilisations.

La perspective d'un bon gouvernement de gauche ?

Mais d'une certaine façon le fond du problème n'est pas tant les faiblesses et limites du programme, bien réelles cependant, que les moyens pour le mettre en œuvre qui condamnent en fait le Front de gauche à l'impuissance. Pour appliquer ces mesures, le programme donne comme objectif une victoire aux élections. Dans son introduction, il affirme que « *dans cette période exceptionnelle, la présidentielle et les législatives de 2012 seront bien davantage qu'une énième échéance électorale* », en précisant « *quand le peuple tout entier sera appelé à exercer sa souveraineté et dire où il voit l'intérêt général, il peut ouvrir le premier acte de cette révolution citoyenne* » (p. 9). Le programme se donne donc pour but « *qu'un gouvernement de gauche fasse du bon travail et ouvre une issue à la crise* » (p. 11), il répète à l'infini les « *nous ferons* », en affirmant qu'il « *faut rompre avec les politiques suivies par les gouvernements au pouvoir ces dernières décennies* » (p. 9).

Il faut quand même s'interroger sur le rôle des institutions : le Front de Gauche croit-il réellement que l'appareil d'Etat qui met en œuvre depuis des décennies le recul social acceptera de servir des intérêts contraires ? Il laisserait faire l'interdiction des « *licenciements boursiers* », l'arrêt des « *relations néocoloniales de la Françafrique* » (p. 74), une forme de rupture avec la BCE, etc. ? L'Etat ne les accepterait pas... et le Front de Gauche qui a des élus dans nombre de collectivités territoriales et qui compte quelques anciens ministres dans ses rangs le sait très bien.

Et il ne suffira pas de changer de Constitution et de passer à une « *6^{ème} République parlementaire, sociale et participative* » (p. 62) pour régler le problème. Il y a tout le haut encadrement de la justice, de l'armée, des polices, de l'organisation économique et fiscale, ainsi que les sommets de l'éducation, de la santé, etc. qui sont profondément liés, par mille liens, aux intérêts des classes dominantes, actionnaires eux-mêmes, anciens cadres du privé, fréquentant les mêmes cercles et familles... La difficulté ne se résume pas au « *Président des riches* », c'est encore la lutte des classes qui est au cœur du débat. De ce problème, le programme du Front de Gauche ne dit pas un mot.

Jamais ce programme ne pose la perspective d'un affrontement social et politique avec cette classe et l'Etat qui est à son service. On n'y trouve ni les grèves, ni les mobilisations, ni aucune référence aux luttes de ces dernières années. Tout est vu en termes de lois et de mesures gouvernementales alors que le document lui-même illustre à quel point le recul social est le produit d'une lutte menée par les classes dominantes et leurs Etats contre le monde du travail. Mais face à cette offensive, le Front de Gauche considère que les élections suffisent pour reprendre la main alors que toute l'expérience du mouvement ouvrier, de la gauche démontre que cela est faux.

Un programme politique pour les travailleurs et les classes populaires doit être clair sur cette question. Un gouvernement des travailleurs aura besoin de forces, de points d'appui, contre l'Etat et les classes dominantes. Ces points d'appui, il ne pourra les trouver que dans la mobilisation des classes populaires, construisant leur propre organisation, leur propre pouvoir démocratique.

Rompre avec le PS, le saut impossible pour le Front de Gauche ?

A sa façon, le Front de Gauche est cohérent avec son objectif institutionnel, puisque depuis des mois, il martèle la perspective d'une « *majorité de toute la gauche* ». L'avenir n'est pas écrit, et bien des événements peuvent bousculer ce but, mais surtout, là encore, cela nous semble contradictoire avec les mesures avancées dans son programme. Ni EE-LV, ni le PS, tous deux partisans des solutions libérales, ne pourront s'accommoder de *L'humain d'abord*. Pourtant, le Front de Gauche s'interdit de franchir la ligne rouge qui rendrait impossible un rassemblement majoritaire avec eux. Et si le discours de J.L. Mélenchon se veut musclé, il se garde bien d'exclure des accords parlementaires ou de gouvernement, bien au contraire.

La stratégie est claire... c'est celle du PCF qui a déjà échoué en 1981 avec Mitterrand : un discours critique, une union électorale pour battre la droite et l'illusion de peser sur la politique du PS. Et le PCF avait alors un tout autre poids... Il y a pourtant quelques enseignements à tirer des échecs de cette époque, et pas seulement parce que Hollande et Mélenchon se veulent l'un et l'autre les dignes continuateurs de la tradition mitterrandienne. Il est certain que la gauche arrivant au pouvoir demain provoquerait de nouvelles désillusions, après celles de 1981 et de 1997 qui avaient affaibli durablement le mouvement ouvrier et contribué à créer un terrain de déception favorable au Front national. Pour les militants qui veulent porter aujourd'hui une politique d'émancipation du monde du travail, le premier enjeu est de ne pas recommencer les mêmes erreurs politiques que nous continuons de payer aujourd'hui.

Il y a une toute autre stratégie possible, quel que soient les résultats de 2012 : poursuivre la discussion pour construire un parti anticapitaliste, qui serait un parti d'opposition à la gauche libérale si elle arrive au pouvoir ; appeler au regroupement de toutes celles et ceux qui seront fidèles à leur camp social, à la défense des intérêts des travailleurs et des classes populaires ; proposer une perspective à ceux qui tirent les leçons de la gauche au pouvoir dans les autres pays européens et qui savent déjà, que face à l'austérité de gauche ou de droite, la seule réponse est la résistance et la mobilisation. *L'humain d'abord*, comme « *la révolution citoyenne* » par les urnes, ne suffisent pas. Il s'agit bien d'une lutte de classe.

Plutôt que de s'inscrire dans la perspective d'une alliance parlementaire et gouvernementale avec la gauche libérale, alliance condamnée à se plier aux exigences des « marchés », c'est bien la perspective d'un gouvernement capable de s'opposer aux banques et aux gros actionnaires en s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs et de la population, en l'encourageant, qu'il faut mettre à l'ordre du jour. C'est cette politique que le NPA et son candidat, Philippe Poutou, portent. Elle suppose de ne pas craindre d'agir pour la transformation révolutionnaire de la société, d'aller vers le socialisme pour le 21^{ème} siècle, une perspective absente du programme partagé. Nous voulons mener et poursuivre ce débat à la lumière des nouvelles expériences auxquelles sont confrontées les classes populaires, ici mais aussi en Grèce, au Portugal, en Espagne... Nous mènerons ce débat sur le terrain électoral mais aussi dans nos organisations syndicales, dans les mobilisations, sur les lieux de travail et les quartiers, partout où se retrouvent au coude à coude toutes celles et ceux qui refusent la logique destructrice de la folie du capitalisme.

François Minvielle

Au sommaire

La politique des États aggrave la crise, l'urgence d'une réponse politique du monde du travail

Un peu plus d'une semaine après l'effondrement de Dexia, on ne peut pas dire que le moral était au beau fixe lors du sommet qui a réuni, le week-end dernier, les ministres des finances du G20, les directeurs des banques centrales et la nouvelle directrice du FMI, Lagarde.

Commentant ce sommet, *La Tribune* écrivait lundi : « *La crise économique s'accroît... Pour l'économie mondiale, les réunions se suivent mais la situation ne s'améliore pas... les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales des vingt principales puissances économiques de la planète (G20) ont dû se rendre à l'évidence : la crise s'accroît et s'étend...* ». Pour Lagarde, « *il est plus probable que la situation ait empiré durant les trois dernières semaines plutôt qu'elle se soit améliorée ... Les pays émergents sont très inquiets du risque de contagion des pays industrialisés vers eux et les pays les plus pauvres...* ».

Du coup, « *tous les yeux sont rivés sur les responsables de la zone euro* »... qui avaient promis que « *les pays de la zone euro mettraient en œuvre (d'ici le 14 octobre) les mesures nécessaires permettant d'accroître la flexibilité du Fonds européen de stabilité financière (FESF) et de maximiser son impact pour éviter la contagion* »...

Promesse non tenue, du fait des réticences de quelques pays à se plier sans discuter aux exigences des grandes puissances et des difficultés de la France et l'Allemagne à se mettre d'accord. La solution à été renvoyée dans un premier temps « *aux résultats du Conseil européen du 23 octobre, qui présentera un plan global afin d'apporter une riposte énergique aux défis actuels* ». Pour Sarkozy, « *notre destin se joue dans les dix jours* ». Pour Fillon, « *si on ne réussit pas, l'Europe sera en très grand risque* », mais « *si on réussit dimanche et dans les jours qui suivent, on peut passer à la deuxième étape ... le G20 de Cannes, où on travaillera à la relance de l'économie mondiale* ». Chanson connue.

Mais « *les réunions se suivent et la situation ne s'améliore pas...* », et il n'y a bien évidemment aucune raison de croire que les choses seront cette fois différentes, le ministre des finances allemand lui-même le reconnaissait dès lundi. A raison semble-t-il, puisque réunis mercredi soir à Francfort pour préparer leur proposition commune pour ce sommet où devait se jouer « *notre destin* », Merkel et Sarkozy ont été incapables de se mettre d'accord, et ont reporté au mercredi suivant les décisions qui devaient sortir du sommet du 23...

Non, il n'y a rien d'autre à attendre de ces sommets que la poursuite de l'offensive généralisée contre le monde du travail, une offensive d'autant plus sévère que la crise s'accroît, et qui contribue à cette accentuation. Et ça n'est pas la perspective, après l'adoubement ce week-end de Hollande au poste de candidat du PS, de la mise en œuvre du programme du PS qui peut nous rassurer, car au delà des mots et des effets de manche, il s'agit bien de la poursuite de la même politique.

Les manifestations « d'indignés » qui se sont multipliées les week-ends derniers, la grève générale en Grèce mercredi et jeudi et les manifestations massives qui l'ont accompagnée sont l'embryon de la seule politique qui puisse casser cette fuite en avant. Les classes populaires ne peuvent pas attendre plus longtemps pour préparer leur propre réponse, sur le terrain politique.

« *La crise s'accroît...* »

Comme pour donner plus de poids à cette évidence, après la dégradation de la note italienne, c'est le sacro-saint « triple A » de la France qui se trouve menacé à son tour par l'agence de notation Moody's. Le gouvernement en a pris prétexte pour prévenir immédiatement qu'il fallait tout faire pour éviter une telle éventualité, et donc se préparer à de nouveaux tours de vis...

Parmi les raisons avancées par l'agence pour mettre la dette publique française sous surveillance, il y a le fait que « *la France pourrait faire face à un certain nombre de défis dans les mois à venir, comme par exemple la nécessité d'apporter un soutien additionnel à d'autres pays européens ou à son propre système bancaire, ce qui pourrait accroître de manière significative les engagements que doit supporter le budget du pays* »...

Illustration immédiate, au moment même où tombait l'avertissement de Moody's, 49 députés sur les 74 présents ce mardi matin à l'Assemblée nationale ont voté l'autorisation au gouvernement d'apporter 33 milliards de garantie à Dexia pour son démantèlement. 33 milliards qui, s'ils étaient utilisés, iraient bien évidemment grossir « *les engagements que doit supporter le budget du pays*... ». Dommage collatéral, la nouvelle de cette mise sous surveillance de la note de la France n'a pas manqué de créer un nouveau mouvement de repli des valeurs boursières, en particulier des banques...

En raccourci, le cercle vicieux dans lequel se trouve enfermé le système financier dans son ensemble, sombrant dans un océan de dettes.

Depuis le déclenchement de cette nouvelle phase de la crise, des milliards d'euros de capitalisation boursière ont été réduits à néant au fil de la baisse quasi continue des places boursières. Cette fuite des capitaux, en particulier des actions bancaires, traduit la crainte qu'ont les milieux financiers d'une vague de faillites des banques qui ont accumulé, en spéculant sur la dette publique, des quantités considérables de titres qui peuvent perdre toute valeur du jour au lendemain.

Dexia, qui a ruiné des centaines de collectivités, villes, départements, régions, établissements publics par ses paris spéculatifs, paye aujourd'hui sa politique de rapine par sa propre faillite. Elle est la preuve bien concrète que ce qui n'est qu'une crainte peut devenir très vite une réalité...

Cette menace est prise très au sérieux par les États, les institutions financières internationales et les banquiers eux-mêmes. Ils ont bien compris qu'ils ne pourront échapper à une restructuration, une annulation au moins partielle des dettes. C'était, d'une certaine façon, déjà le cas, sans l'avouer, lors du sommet européen de juillet, où, sous couvert de « *contribuer à l'effort collectif pour sauver la Grèce* », les banques concernées avaient accepté de passer 21 % de la dette de ce pays dans la colonne « pertes ». Mais cette « décote » de 21 % s'avère aujourd'hui insuffisante, et il est envisagé qu'elle puisse passer à 40, voire 50 %... La bulle spéculative constituée par les intérêts usuraires que les banques croyaient pouvoir imposer à l'État grec se dégonfle, faute de solvabilité de l'emprunteur saigné par la pression des marchés.

En même temps, comme il n'est bien évidemment pas question, pour nos dirigeants, de laisser les banques éponger seules les conséquences de leur avidité, une « recapitalisation » de celles qui en auraient besoin est en préparation. C'est tout l'enjeu des négociations qui ont lieu actuellement autour du financement du FESF (fonds européen de stabilité financière), dont la « *force de frappe* » pourrait passer, selon la presse, des 440 milliards d'euros actuels à 1000, voire 2000 milliards !

Mais, quels que soient les accords auxquels aboutiront les pays de l'Union européenne sur ce financement, les centaines, voire les milliers de milliards d'euros qu'ils se préparent à distribuer aux banques ne feront, au mieux, que repousser l'échéance, tout en préparant de nouveaux effondrements. Car pour fournir aux banques les milliards qui leur permettront de poursuivre leur cavalerie financière pour le seul profit de leurs actionnaires, les États n'ont pas d'autre choix, pour alimenter le FESF, que de s'endetter encore plus... auprès de ces mêmes marchés financiers qu'ils sont en train de secourir !

Pendant de cette politique aux perspectives désastreuses, les gouvernants accentuent la pression sur les peuples. Au moment où se discute en France le budget de 2012, Fillon, Baroin, Sarkozy en profitent pour tenter de légitimer leur politique de rigueur, préparer le terrain pour de nouveaux coups, de nouveaux reculs sociaux.

Ce faisant, ils contribuent, comme leurs homologues dans les autres pays européens, à aggraver l'autre volet de la crise, la crise de « *l'économie réelle* », à mettre la croissance en panne. Exemple significatif, l'Allemagne, « *locomotive de l'Europe* », dont la croissance pour 2012 qui était estimée il y a six mois aux alentours de 2 % vient d'être revue à 0,8 %... Aux États-Unis, la tendance à la baisse du taux de croissance se confirme. C'est toute l'économie mondiale qui est en train de ralentir, et les prévisions de croissance à 1,75 % estimées par le gouvernement français pour établir son budget relèvent très certainement de la méthode Coué.

Pas possible donc, de compter sur une reprise de l'activité économique pour réduire les déficits publics, soulager le poids de la dette. Ce qui se prépare, c'est une nouvelle phase de stagnation, voire de récession, avec son cortège de fermetures d'entreprises, de chômage, de régression sociale...

Trois ans après la faillite de Lehmann Brothers, tels sont le bilan et les perspectives (catastrophiques) de la politique menée par les dirigeants de ce monde. Le bilan d'une politique au service exclusif des sommets de la bourgeoisie, de la grande bourgeoisie financière. D'une politique qui, en prétendant en faire payer toujours plus les frais aux classes populaires, accentue la crise, précipite la catastrophe.

Et rend toujours plus urgente une réponse politique du monde du travail, l'impasse dramatique dans laquelle le gouvernement grec a enfermé la population sous la férule des banques et de l'UE en est la démonstration.

La légitimité des exigences sociales

Le mouvement des indignés, les manifestations et la grève générale qui se sont déroulées en Grèce mercredi et jeudi contre le nouveau plan d'austérité du gouvernement Papandréou sont l'expression de la révolte de masses de plus en plus importantes du monde du travail contre l'injustice sociale, contre une politique qui apparaît de plus en plus ouvertement soumise aux seuls intérêts de la finance, pour affirmer leur droit à vivre décemment, leur refus de payer la crise.

Il n'est pas besoin, bien évidemment, de discuter de la légitimité de cette révolte profonde, du point de vue de l'équité sociale, du point de vue de la nécessité d'une autre répartition des richesses, du point de vue de la critique vivante qu'elle porte sur des pouvoirs politiques, de droite ou de gauche, qui soutiennent ouvertement les responsables d'une crise qui pourrait s'avérer être l'une des plus graves qu'ait connues l'humanité.

Mais elle a une autre légitimité.

Commentant la grève et les manifestations de la veille en Grèce, *Les Échos* de jeudi titraient : « *La Grèce au bord de l'impasse sociale et politique* ». Mais contrairement à ce lieu commun de la propagande des économistes et des partis de la bourgeoisie, la lutte des jeunes, du monde du travail pour la satisfaction de leurs besoins les plus immédiats, la contestation de la logique qu'imposent les gouvernements ne constituent en aucune façon une « *impasse sociale et politique* ». Loin d'accentuer les causes de la crise et d'en perturber la sortie, la lutte de la population pour ses exigences sociales et démocratiques en constitue la seule issue possible.

Non pas d'un point de vue keynésien : augmenter les salaires, redonner du pouvoir d'achat aux masses consommatrices pour relancer la demande, donc la croissance... et ainsi tenter de permettre au capitalisme de sortir d'une mauvaise passe.

Mais bien parce que la lutte collective des travailleurs pour exiger la satisfaction de leurs besoins élémentaires, si elle est menée jusqu'au bout, est seule en mesure d'extirper la racine du mal qui ronge la société : une économie basée sur la propriété des moyens de production et d'échange par une oligarchie financière. Une économie basée sur l'exploitation de la grande majorité par une minorité.

C'est d'ailleurs pourquoi la critique anticapitaliste doit aller au delà de la revendication d'une plus grande équité dans la répartition des richesses et mettre clairement en évidence la véritable nature de cette répartition des richesses dans la société capitaliste, la réalité des rapports sociaux qui régissent une économie basée sur l'exploitation salariale.

Les opposants à la politique actuelle des gouvernements dénoncent, à juste titre, les conséquences insupportables de ces politiques, injustice fiscale, affichage insolent des richesses alors que les masses sont condamnées à la galère, milliards de dollars de profits pour les industries agroalimentaires et pharmaceutiques alors que des peuples entiers, en Afrique, en Asie, meurent de faim ou du sida...

Mais si les dirigeants du PS, entre autres, ne se lassent pas de critiquer l'injustice de la politique fiscale de Sarkozy, ils se gardent bien de désigner la cause première des inégalités sociales : la mécanique économique et financière qui siphonne sans relâche le produit du travail de l'immense majorité de l'humanité, dans les moindres recoins de la planète, au profit d'une infime minorité et ne cesse d'aggraver les inégalités sociales, toujours plus de pauvres de plus en plus pauvres, tandis que prospère une minorité de riches de plus en plus riches.

Critiquer le capitalisme exige d'aller au delà de l'indignation, de la révolte, pour construire une conscience de classe : critiquer le salariat en tant que mode de production, en tant que forme actuelle de l'exploitation de la classe des salariés, et au delà des travailleurs dans leur ensemble, par la classe des bourgeois, et plus particulièrement de sa couche supérieure, celle des grands patrons de la finance.

La folie des transactions financières se produisant à la vitesse de la lumière, la vision de capitaux qui se démultiplient comme par miracle sous les effets de la spéculation, tendent à faire croire que les capitaux se reproduisent par la propre magie de leur échange sur une multitude de marchés. C'est un leurre.

Seul le travail est capable de créer de nouvelles valeurs, de nouvelles richesses. Tout simplement parce que, globalement, grâce au progrès technique accumulé au fil des millénaires, l'humanité peut produire en un jour de travail bien plus que ce qui lui est nécessaire pour vivre et se reproduire. Le mécanisme de l'exploitation de l'homme par l'homme repose sur l'accaparement, par une minorité, de ce *surtravail*, de toutes ces nouvelles richesses qui ne sont pas consommées par leurs producteurs.

C'est le fondement même du salariat. Toute les marchandises produites par les salariés d'une entreprise sont la propriété de son patron. Le salaire qu'il verse à ces salariés en échange de leur travail ne couvre que ce qui leur permet de vivre, de plus en plus difficilement d'ailleurs. Par contre, l'ensemble de la *valeur ajoutée* par ce travail est sa propriété. C'est de la différence entre cette *valeur ajoutée* et les salaires qu'il a versés, la *plus-value*, qu'il tire son profit... à condition qu'il trouve acquéreur pour ses marchandises, et à un prix suffisant.

Voilà où est la première injustice, fondamentale, dans la répartition de richesses au sein du système capitaliste.

Ce mécanisme élémentaire d'extorsion des richesses que constitue le salariat est indissociablement lié au système financier. Les intérêts que les banquiers perçoivent pour avoir avancé à l'industriel les capitaux nécessaires au fonctionnement de sa production sont une part des profits tirés de l'exploitation des travailleurs de l'entreprise. Mais cet accaparement du produit du travail par le système financier ne se limite pas à l'extorsion de la plus-value produite dans les usines par le biais des intérêts des investissements industriels ou des dividendes des actions. Une autre part est prélevée par l'État sur les salaires par le biais de l'impôt et d'innombrables taxes, pour être redistribuée aux banques sous la forme des intérêts de la dette publique. Et c'est ce même processus qui permet également de ponctionner les autres catégories de travailleurs, non salariés.

Les flux de capitaux ne sont, de fait, que les flux des richesses, captées dans tous les recoins de l'économie, partout où des femmes et des hommes travaillent, gonflés par une spéculation effrénée qui est elle-même la conséquence de la concurrence que se livrent les capitalistes pour s'approprier la plus grande part possible des richesses produites, en les jouant sur le casino financier mondial.

« Tout ce qu'ils ont, ils l'ont volé... »

Mais cette fuite en avant dans la recherche du profit exacerbe en même temps les contradictions, dont la crise commencée en 2007 avec l'effondrement du secteur de l'immobilier américain est le produit direct. Toutes les mesures prises par les gouvernements pour y répondre n'ont fait que reculer les échéances, préparer de nouvelles purges.

Telle celle de la bulle spéculative de la dette européenne, publique mais aussi privée, qui a commencé il y a quelques semaines. Cette purge se produit sous la forme d'un effondrement progressif des capitalisations boursières, et va certainement se traduire par la restructuration forcée de la dette de certains pays avant que leur faillite ne produise un effet domino.

Les capitalistes eux-mêmes reconnaissent ainsi qu'ils n'échapperont pas, pour sauver ce qui peut l'être, à une annulation plus ou moins partielle de ces dettes. Mais ils comptent bien le faire à leur façon, en faisant payer le prix fort aux populations.

Face à cela, ces dernières n'ont pas d'autre solution que d'imposer leur propre vision de la restructuration de ces dettes : refuser d'en payer plus longtemps les intérêts, exiger l'annulation pure et simple de la dette.

Certains, comme au sein de la CGT par exemple, contestent cette exigence de l'annulation de la dette publique en disant que cela voudrait dire priver les collectivités locales, les services publics comme les hôpitaux, de l'argent qui leur est nécessaire pour fonctionner... Mais annuler la dette contractée auprès des banques ne veut en aucune façon dire qu'il faudrait mettre fin à tout système de crédit, d'avance d'argent aux caisses de l'État, des collectivités locales, des services et des entreprises, qu'ils soient publics ou privés. Et c'est bien pourquoi l'annulation de la dette doit nécessairement s'accompagner de la mise en place d'un service bancaire public, placé sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population, assurant le financement du fonctionnement de l'économie.

En exigeant l'annulation de la dette publique, il ne s'agit en aucune façon de demander la suppression de tout mécanisme de crédit, d'avance d'argent pour fonctionner en attendant les recettes futures. Il s'agit de déclarer qu'il est plus que temps, qu'il est même devenu vital pour l'ensemble de la société d'arrêter de verser aux banques de l'argent que nous ne leurs devons pas : tout l'argent qu'elles prêtent à la collectivité, toutes les richesses qu'elles accumulent et dilapident dans leurs jeux spéculatifs sont le fruit de notre travail collectif.

Exproprier les banquiers et placer les banques sous le contrôle démocratique de leurs travailleurs et de la population dans le cadre d'un pôle bancaire public n'est qu'une juste réappropriation collective du produit du travail humain.

Une telle perspective n'a rien d'une utopie.

Tout d'abord, il fut un temps, pas si lointain, où le financement de l'État était assuré par la Banque centrale, avec des taux d'intérêts très faibles, voire nuls. Et c'était l'État qui fournissait alors aux services publics les moyens de leur fonctionnement, sans qu'ils aient besoin de recourir à des emprunts. Le monopole actuel des banques privées sur l'ensemble du crédit est le résultat de choix politiques délibérés, pas de « lois économiques » immanentes.

Par ailleurs, le fonctionnement des banques repose entièrement sur le travail de leurs salariés. Ce sont eux qui assurent le contrôle de la circulation des capitaux, au service des décisions des grands actionnaires qui dirigent les banques. Ils ont donc collectivement entre les mains les moyens de faire tourner les banques au service de la collectivité, pour assurer le financement de tout ce qui est utile à la satisfaction des besoins de la population.

La question n'est pas technique, elle est politique, démocratique : qui décide de l'utilisation des richesses sociales accumulées dans les capitaux financiers ?

Conquérir la démocratie, construire un gouvernement démocratique des travailleurs

Placer le système financier sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population, c'est mettre un terme à la spirale infernale qui conduit la société à la ruine, mais aussi dégager les moyens financiers de satisfaire les besoins

élémentaires de la population. Exiger la satisfaction des besoins immédiats, refuser de payer la crise, sont indissociablement liées à la lutte pour la prise de contrôle de la finance. C'est bien pourquoi aujourd'hui le mouvement syndical est paralysé. La défense des intérêts immédiats des salariés, salaires, emploi, services publics est indissociable de la remise en cause de la domination des banques. Elle ne peut se poser sur le seul terrain syndical, social, elle est une question politique, la question politique centrale.

Une question indissociablement liée également au contrôle démocratique de la société.

Un tel contrôle démocratique ne peut bien évidemment pas passer par un gouvernement de la gauche libérale, qui se prépare à l'alternance, c'est-à-dire à poursuivre, avec quelques nuances, la même politique. Mais il serait également illusoire de penser qu'une « *révolution par les urnes* », comme le prétend Mélenchon, suffirait à donner à un « *gouvernement vraiment de gauche* » les moyens politiques d'apporter les changements fondamentaux qu'exige la situation.

Seul un mouvement profond de contestation politique, dans le prolongement du mouvement des indignés, de la révolte du peuple grec, à l'instar des révolutions arabes, en sera capable. Un mouvement qui, dans son développement, posera la question du pouvoir dans la perspective de l'instauration d'un gouvernement s'appuyant sur toutes les organisations du mouvement ouvrier qui entendent mettre un coup d'arrêt à la politique des responsables de la crise. Un gouvernement qui s'appuie sur l'organisation collective, démocratique, coordonnée des travailleurs pour imposer leurs droits et leur propre réponse à la crise, en premier lieu la nationalisation des banques dans le cadre d'un service public financier, sous le contrôle des salariés des banques et de l'État.

Daniel Minvielle

Au sommaire